

Colonel BEMS BAGOSORA Théoneste

L'assassinat du Président Habyarimana
ou
L'ultime opération du TUTSI
pour sa reconquête du pouvoir par la force au Rwanda

Yaoundé, 30 Octobre 1995

« Autrefois, le Rwanda, oasis de paix dans la région des grands lacs pendant 17ans de règne du Président Habyarimana Juvénal, était la demeure privilégiée d'Imana ' Dieu ' et depuis que sa Sainteté le Pape Jean Paul II a proclamé que

' Le pays des mille collines était aussi le pays aux mille problèmes '

[c'était à Kigali en Septembre 1990 juste à la veille de la guerre meurtrière déclenchée par le FPR contre le Rwanda le 01 Octobre de la même année], Imana est parti. Son peuple l'a attendu 4 ans durant sans le voir revenir et a dû le suivre dans son exil mais sans connaître le pays qui l'a reçu. La plupart sont partis au Zaïre avec tout l'espoir de l'y rencontrer et d'autres sont allés beaucoup plus loin mais Imana ne veut toujours pas se manifester. L'on dirait qu'il se reproche lui aussi de quelque chose ». Et Voltaire de conclure :

' Si Dieu nous a faits à son image, nous le lui avons bien rendu. '

Sommaire

<i>Biographie de l'auteur</i>	4
<i>Introduction</i>	6
<i>Chapitre 1 : La vision synoptique des circonstances qui ont entouré l'assassinat du président Habyarimana</i>	8
<i>Chapitre 2 : Le conflit séculaire entre HUTU et TUTSI</i>	14
<i>Chapitre 3 : L'assassinat du Président Habyarimana ou l'ultime opération du Tutsi pour la reconquête du pouvoir par la force au Rwanda</i>	19
<i>Chapitre 4 : La mort des dix casques bleus belges de la MINUAR et du Premier Ministre Uwilingiyimana Agathe</i>	25
<i>Conclusion</i>	28
<i>Annexes</i>	30

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Le Colonel BAGOSORA Théoneste est né le 16 Août 1941 dans la commune Giciye Préfecture Gisenyi au Rwanda dans une famille hutu, chrétienne et relativement aisée. Son père Mwalimu BAGIRUBWIKO Mathias et sa mère NTIBAYAZI Anastasie ont laissé six enfants dont il est l'aîné. Un frère et trois soeurs sont encore en vie en exil à l'étranger tandis que la soeur cadette NZAYISENGA Spéciose a été assassinée par les Inkotanyi du FPR au moment où elle tentait de regagner son domicile à Gisenyi au début de cette année.

Il est marié à Uzanyinzoga Isabelle avec laquelle il a sept enfants dont quatre filles et trois garçons.

Il a fait ses études primaires à la paroisse de Rambura et secondaires au Petit-Séminaire St Pie X du diocèse de Nyundo.

Le 01 Août 1962, il est entré à l'Ecole des officiers de Kigali d'où il est sorti sous-lieutenant le 01 Janvier 1964.

Il a fait des visites et stages à l'Armée belge en 1965.

Il est titulaire d'un diplôme de Licence en Sciences Sociales et Militaires de l'Ecole Supérieure Militaire de Kigali.

Il est breveté d'Etudes Militaires Supérieures de l'Ecole de Guerre Française depuis le 11 Décembre 1981 et il fut auditeur de la 2ème session internationale de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) à Paris 1982.

Il a passé la plupart du temps de sa carrière dans les différents commandements des Unités de l'Armée Rwandaise; il fut notamment Commandant en second de l'Ecole Supérieure Militaire et Commandant du Camp militaire de KANOMBE avant de devenir Directeur de Cabinet au Ministère de la Défense en Juin 1992.

Il a participé aux négociations des Accords d'Arusha où il s'est distingué par des interventions pertinentes qui dénonçaient les manoeuvres sournoises de son chef de délégation, Monsieur Ngulinzira Boniface, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération d'alors, qui concédait au FPR même des avantages qu'il n'avait pas encore réclamés. Et c'est à partir de ce moment-là que le FPR et ses alliés ont entrepris la campagne de le ridiculiser en lui attribuant perfidement des faits diaboliques inventés de toutes pièces pour le réduire au silence et anéantir sa crédibilité.

Mis à la retraite le 23 Septembre 1993, il a continué à exercer la fonction de Directeur de cabinet au Ministère de la Défense.

A l'assassinat du Président Habyarimana Juvénal le 6 Avril 1994 vers 20 heures 30, le Ministre de la Défense Monsieur Bizimana Augustin étant en mission à Yaoundé au Cameroun,

alors que le Gouvernement Uwilingiyimana Agathe était déjà inopérant depuis Janvier 1994, le Colonel Bagosora Théoneste a dû assumer ses responsabilités, en sa qualité de Directeur de cabinet du Ministre de la Défense, pour faciliter aux responsables des partis politiques désignés à participer au Gouvernement de transition selon les accords d'Arusha la tâche de combler rapidement le vide constitutionnel occasionné par la mort du Chef de l'Etat le 6 Avril et du Premier Ministre le lendemain. Il a fait tout cela en étroite collaboration avec les deux Etat-majors de l'Armée Rwandaise et de la Gendarmerie Nationale et du Général Roméo Dallaire qui était Commandant de la MINUAR. Etant donné la délicatesse de ce problème de succession, il a dû recourir, en tant que délégué des FAR, à son Excellence le Docteur Jacques Roger Booh Booh, représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU au Rwanda quelque temps après l'assassinat du Président Habyarimana.

Mais ses conseils scrupuleusement respectés par le Commandement des Forces Armées Rwandaises furent malheureusement compromis par la violation des Accords de Paix d'Arusha par le FPR-Inkotanyi qui a repris la guerre sur tous les fronts, dès le 7 Avril 1994 vers 15 heures.

Il fut rappelé sous les drapeaux le 21 Mai 1994 et prit la route de l'exil le 14 Juillet 1994.

Il a fait les campagnes du BUGESERA en Décembre 1963 et en Octobre 1966 contre les "Inyenzi" réincarnés par le FPR-Inkotanyi.

Il porte plusieurs décorations nationales dont la plus élevée est celle d' "*Officier de l'Ordre National des Mille Collines* ".

C'est précisément contre cet homme-là que le Gouvernement belge et le Gouvernement du FPR à Kigali avec leurs alliés se sont coalisés pour lui imputer à la fois l'assassinat du Président Habyarimana, la mort du Premier Ministre Uwilingiyimana Agathe, celle des 10 casques bleus belges de la MINUAR, ainsi que la responsabilité du drame rwandais.

Introduction

Le peuple hutu est aux abois et implore le secours de la communauté internationale. Depuis déjà cinq ans, ce peuple diabolisé par ses détracteurs tutsis et leurs alliés et trahi paradoxalement par ses propres leaders politiques vient de perdre environ 2.000.000 de gens soit près du tiers de son effectif d'avant guerre du 01 Octobre 1990 et risque de disparaître, si rien n'est fait rapidement pour voler à son secours. Les leaders hutus étant les premiers concernés par ce cri d'alarme devraient désormais changer de comportement, reconnaître leurs erreurs du passé et les corriger sans délai afin d'élaborer sans plus tarder une stratégie commune qui privilégie tout ce qui peut sortir rapidement ce peuple de son désarroi. Pour mémoire, les leaders hutu savaient bien que le FPR était l'émanation du parti politique UNAR (Union Nationale Rwandaise) et de sa milice Inyenzi qui depuis 1960 à 1967 avaient tenté maintes fois de reconquérir le pouvoir par la force mais sans succès; la minorité tutsi avait perdu ce pouvoir qu'elle détenait depuis quatre siècles environ suite à la révolution sociale du peuple hutu en 1959;

Les leaders hutus n'ignoraient donc pas que l'UNAR-Inyenzi rebaptisé FPR-Inkotanyi revenait pour le même objectif;

Tous les leaders hutus savaient très bien que le FPR-Inkotanyi était une branche de l'armée Ougandaise qui avait aidé Yoweri Museveni à prendre le pouvoir à Kampala et ils connaissaient parfaitement les différentes péripéties de sa lutte pour la prise de ce pouvoir; donc ils auraient dû comprendre que le FPR-Inkotanyi, disciple émérite, ne pouvait procéder autrement que son maître Yoweri Museveni qui, vous le savez, prône toujours que "la majorité numérique n'est pas une majorité politique". Ils comprenaient tout de même que ce principe était à l'opposé de celui du "one man, one vote" qui venait de l'emporter en République Sud-Africaine;

Et malgré tout cela, ils n'ont même pas dénoncé cette agression ougandaise et certains d'entre eux ont fermé les yeux devant ce conflit hutu-tutsi qui remontait à la surface par cette guerre déclenchée par le FPR et se sont alliés à l'agresseur pour démanteler le régime du hutu Habyarimana, mais sans se soucier de ce qui allait le remplacer. Ils avaient ainsi décidé d'assister le FPR pour démolir leur propre case avant même de trouver un autre abri sûr.

La présentation anarchique et partisane de ce conflit par des leaders hutus a fait prendre les négociations un mauvais départ. Certains leaders hutus ne voyaient que la guerre pour asseoir le multipartisme et la démocratie alors qu'il était aussi clair que la minorité tutsi sous la bannière du FPR n'avait pas pris les armes pour donner encore une fois le pouvoir à la majorité hutu. Il était également manifeste que le FPR, qui voulait reconquérir le monopole du pouvoir, ne pouvait en tout cas pas l'obtenir par la voie démocratique. Et c'est pour cela qu'il a tout fait pour esquiver au cours des négociations le problème hutu-tutsi qui aurait dévoilé et

même déjoué son plan initial qui consistait à s'appuyer sur l'opposition hutu pour renverser le régime Habyarimana et reconquérir le pouvoir par la force.

Cependant la Communauté internationale, qui disposait pourtant de moyens suffisants pour connaître la vraie cause du conflit rwandais, a manqué de neutralité en soutenant ouvertement le FPR de souche anglophone à prendre le pouvoir sans partage au Rwanda d'où elle était déjà parvenue très habilement à obtenir le retrait des militaires français. Le conseil de sécurité n'aura jamais été aussi partial et partisan que dans l'Affaire du Rwanda.

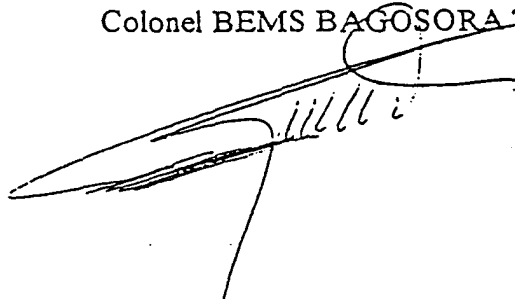
Le conflit en question étant entre hutu et tutsi, il est incontestable que les vrais négociateurs des Accords d'Arusha auraient dû être les hutus d'une part et les tutsis d'autre part sans intermédiaire pour conclure des accords susceptibles de mettre fin à leur guerre et de jeter les jalons de leur coexistence pacifique.

Le drame que le Rwanda a vécu depuis Avril jusqu'en Juillet 1994 a clairement montré la justesse de cette analyse. La seule manière de sortir de l'impasse serait donc d'organiser des négociations entre l'élite des deux communautés ethniques afin qu'elles trouvent, avec l'assistance de la Communauté internationale devenue plus objective et indulgente envers le peuple rwandais, les compromis nécessaires pour un partage équilibré du pouvoir et une coexistence pacifique sincère.

C'est donc suite à tout ce constat que j'ai pensé à rédiger ce modeste document sans aucune prétention d'être exhaustif pour montrer à la communauté internationale les origines lointaines et les différentes phases de ce conflit qui n'en finit pas et qui n'est rien d'autre qu'un conflit séculaire entre hutu et tutsi où la minorité tutsi veut toujours s'approprier le monopole du pouvoir à tout prix alors que la majorité hutu le lui a refusé depuis sa révolution sociale de 1959 après quatre siècles de servage féodo-monarchique.

Ce document contient également des informations qui pourraient donner matière à réflexion à tous les hutus pour expertiser leurs erreurs du passé, évaluer leurs forces potentielles et se dépasser pour élaborer ensemble une stratégie commune susceptible de sortir rapidement leur peuple de sa désolation actuelle.

Colonel BEMS BAGOSORA Théoneste



Chapitre 1 : La vision synoptique des circonstances qui ont entouré l'assassinat du Président Habyarimana

Avant d'aborder le sujet proposé, il convient de voir tout d'abord qu'elle était la situation politico-militaire et les circonstances qui ont entouré l'assassinat du Président Habyarimana survenu le 6 avril 1994.

Au niveau national

Il s'était créé une bipolarisation sans précédent de la vie socio-politique dans tout le pays depuis la prestation de serment du Président Habyarimana en janvier 1994 dans le cadre de l'application des Accords d'Arusha. Il y avait d'un côté, le bloc de la mouvance présidentielle et le bloc du FPR de l'autre. Cette bipolarisation était si prononcée que les partis politiques tels que le MDR et PL s'étaient scindés chacun en deux branches pour rejoindre respectivement l'un ou l'autre bloc.

Les branches dénommées "Power" avaient gagné les rangs du bloc de la mouvance présidentielle et les autres, les rangs du bloc FPR. Cette bipolarisation était donc manifeste à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la vie nationale. En d'autres termes, les Tutsis avec leurs collaborateurs étaient déjà en conflit ouvert avec les Hutus pour la reconquête du monopole du pouvoir pour les premiers et le partage démocratique de celui-ci pour les seconds. En termes plus clairs, le bloc minoritaire du FPR voulait absolument détenir une majorité au parlement et au gouvernement, tandis que le bloc majoritaire de la mouvance présidentielle luttait pour obtenir au moins une minorité de blocage dans les deux institutions. Il faudrait-il encore rappeler que le conflit hutu-tutsi n'avait pas été évoqué au cours des négociations d'Arusha alors que tout le monde savait pertinemment que la guerre du 7 octobre était une guerre de revanche des Tutsis pour reconquérir le pouvoir qu'ils avaient perdu suite à la révolution du peuple hutu en 1959.

L'assassinat du Président Habyarimana est donc survenu dans ces circonstances et le 6 avril arriva comme un jour fatidique de vacance du pouvoir au Rwanda, car la plupart des responsables des services de sécurité étaient soit morts ou absents du pays.

A la Présidence de la République

Le Président de la République, le Général-major Habyarimana Juvénal venait d'être assassiné en compagnie de Monsieur l'Ambassadeur Renzaho Juvénal, son Conseiller politique et du Colonel Sagatwa Elie, son secrétaire particulier et chef des services de sécurité présidentielle.

Monsieur Ruhigira Enoch, Directeur de Cabinet du Président défunt était resté à Kigali, mais il a préféré s'effacer depuis l'assassinat de son patron.

A la Primature

Le Premier Ministre Madame Uwilingiyimana Agathe était présente au pays, mais il faut noter qu'elle était devenue incapable de réunir son gouvernement depuis janvier 1994 et qu'elle était déjà qualifiée d'agent du FPR par le bloc de la mouvance présidentielle. Elle avait même tenté de faire un coup d'état contre le Président Habyarimana le 4 avril 1994, mais sans succès.

Le chef des services de renseignements nationaux, Monsieur Iyamulemye Augustin était également présent dans le pays, mais comme le Premier Ministre, il était réputé agent du FPR et pour le prouver, il est actuellement Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage dans le Gouvernement FPR à Kigali.

Au Ministère de la Défense

Le Ministre de la Défense, Monsieur Bizimana Augustin était en mission au Cameroun depuis le 5 avril 1994, et il n'est rentré au pays que le 9 avril suivant.

le poste de Directeur Général au MINADEF était toujours vacant.

Le Directeur de Cabinet au Ministère de la Défense, le Colonel BEMS Bagosora Théoneste était présent à Kigali.

Il est à noter qu'il n'existait pas un Etat-major général des Forces Armées Rwandaises et que seul le Ministre de la Défense assurait la coordination de l'Armée Rwandaise et de la Gendarmerie Nationale.

A l'Etat-major de l'Armée Rwandaise

Le Chef d'Etat-major, le Général-major Nsabimana Déogratias était également mort en compagnie du Président de la République ;

Le colonel Ntiwiragabo Aloys (G2), chef des services de renseignements militaires était en mission au Cameroun en compagnie du Ministre de la Défense ;

Le Colonel Kabiligi Gratien (G3), Chef du bureau "Opérations" était en mission en Egypte.

Et il n'existait pas de chef d'état-major adjoint dans l'Armée Rwandaise.

L'Armée Rwandaise était donc privée de commandement face à cette situation critique qui ne cessait de s'empirer.

A la Gendarmerie Nationale

Le Chef d'Etat-major de la Gendarmerie Nationale, Le Général-major Ndindiliyimana Augustin était présent à Kigali avec son Etat-major au complet.

Les Forces Armées Rwandaises avaient été moralement et matériellement démobilisées par les gouvernements successifs Nsengiyaremye Dismas et Uwilingiyimana Agathe.

e Commandement des Forces Armées avait demandé au Gouvernement des armes et munitions complémentaires depuis l'attaque éclair du 8 février 1993 par le FPR sans aucune réponse à cette requête. Monsieur Rugenera Marc, Ministre des Finances d'alors avait même refusé les commandes des armes et munitions qui, pourtant, avaient été autorisées par le Gouvernement. Les Forces Armées auxquelles le Gouvernement avait refusé les moyens de combattre le FPR n'étaient donc pas prêts au combat quand celui-ci a repris la guerre le 7 avril 1994.

au Ministère de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, Monsieur Munyazesa Faustin, est parti dans la délégation rwandaise conduite par le Président de la République à Dar es Salaam le 6 avril y était resté et n'est d'ailleurs plus rentré au pays.

au Ministère de la Justice

Le Ministre de la Justice, Madame Ntamabyaliro Agnès était présente au pays, mais le Procureur Général, Monsieur Nkubito Alphonse Marie n'était pas prêt à collaborer. Faut-il ajouter que ce procureur qui était chef de tous les parquets de Kigali était réputé pour son attachement au FPR et pour preuve, il a été Ministre de la Justice dans le premier Gouvernement du FPR à Kigali.

au niveau international

La plupart des gouvernements occidentaux notamment ceux du Royaume de Belgique et des Etats-Unis d'Amérique soutenaient ouvertement le FPR et attribuaient au Président Habyarimana la responsabilité du blocage de la mise en exécution des Accords d'Arusha. Ce qui explique pourquoi son assassinat semble avoir été perçu comme bénéfique et même apprécié par certains d'entre eux, car il leur était inconcevable que les retombées de l'assassinat de Habyarimana, Président du Rwanda, l'un des plus petits pays du monde soient supérieures à celles enregistrées à l'assassinat de John Kennedy, Président des Etats-Unis d'Amérique, la plus grande puissance mondiale.

Ce phénomène devrait une fois de plus servir de preuve que l'âme de l'homme africain est fondamentalement différente de l'âme de l'homme blanc et qu'il faudrait tout de même tenir compte de la culture avant de lui demander d'adhérer coûte que coûte aux suggestions de celle-ci, qui ne défend la plupart du temps des intérêts différents des siens.

Ceux qui disent que la composition actuelle du Conseil de Sécurité des Nations Unies devrait être revue pourraient trouver une illustration pertinente de leur revendication dans le cas du Rwanda où celui-là a fonctionné comme un conseil d'administration d'une entreprise du Gouvernement américain qui l'a utilisé pour légitimer sa politique expansionniste en Afrique de l'Est et dans la région des grands lacs. En effet, les Accords d'Arusha ont été manifestement pilotés et

même intrigués au profit du FPR par les grandes puissances anglophones largement représentées au dit Conseil de Sécurité tout en jouissant d'une grande influence à l'OUA et elles ont fait cela dans le seul but de gagner encore du terrain dans la région. Point n'est besoin de rappeler que les anciennes puissances coloniales en Afrique cherchent toujours à se maintenir dans leurs concessions et à les élargir autant que possible. Et les Etats-Unis d'Amérique qui ne veulent plus leur laisser ce monopole sont venus renforcer le camp anglophone contre le camp francophone.

Or, le Rwanda et le Burundi se trouvent malheureusement sur la ligne de démarcation des zones d'influence des deux camps dans la région des grands lacs. C'est donc ce qui explique pourquoi les puissances occidentales anglophones ont tout fait pour que le FPR soutenu par l'Ouganda de Yoweri Museveni gagne la guerre à tout prix même au détriment de la démocratie qu'elles prônent toujours à travers le monde qui reste à conquérir. La résolution 9⁹ du Conseil de sécurité des Nations-Unies qui a décrété un embargo unilatéral contre le Rwanda le 17 mai 1994, sur proposition du Gouvernement Américain, en est une preuve incontestable du soutien au FPR. Le 15 Mai 1994, soit deux jours avant l'adoption de cette résolution, Madame Prudence Bushnell, sous-secrétaire d'Etat Adjoint pour l'Afrique, m'avait téléphoné de la Maison blanche à Kigali pour me signifier que le Président des Etats-unis avait ordonné l'arrêt immédiat des massacres au Rwanda et que dans tous les cas, la partie gouvernementale n'était plus en droit d'espérer une victoire quelconque contre le FPR. Le Général Paul Kagame qui avait déclaré que la ville de Kigali allait tomber en 48 heures après la reprise de la guerre n'était toujours pas parvenu à la prendre et pour y entrer, il a dû attendre que les Forces Armées rwandaises épuisent leurs munitions suite à cet embargo qui a frappé l'agressé, le peuple rwandais en renforçant son agresseur le FPR soutenu par Yoweri Museveni qui est dans la région interlacustre le précurseur de la Grande-Bretagne, alliée traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique.

Le conseil de sécurité n'aura jamais été aussi partial et partisan que dans le conflit rwandais. Comme si l'embargo à l'acquisition des armes et munitions contre le peuple rwandais ne suffisait pas pour assurer la victoire au FPR, toujours sur proposition du Gouvernement américain, il a encore adopté une résolution d'arrêter et mettre en prison toute l'élite hutu rescapée des massacres perpétrés par le FPR. Et paradoxalement ces arrestations devaient intervenir avant même les enquêtes du Tribunal international pour le Rwanda. La liste des présumés coupables du génocide établie unilatéralement par le FPR qui, d'ailleurs, ne pouvait être à la fois juge et partie, a depuis lors servi de mandat d'arrêt international jusqu'à maintenant.

Le Général Roméo Dallaire avait été bien choisi en fonction de cette mission et il s'est montré à tout moment comme un allié inconditionnel du FPR. Pour mémoire, il a alarmé la Communauté Internationale en déclarant à la Radio France Internationale, autour du 20 avril 1994 que Kigali ne sera pas prise sans l'intervention d'un armement plus lourd pour la

bombarder. Il doit donc avoir alerté ses commanditaires qui ont fourni cet armement en même temps qu'ils préparaient le décret d'embargo car depuis cette déclaration, des bombes pleuvaient en averses et sans arrêt sur Kigali jusqu'à ce que le peuple rwandais et ses Forces Armées furent obligés de l'abandonner à l'agresseur le 4 juillet 1994 par manque de munitions.

Les Casques bleus belges de la MINUAR qui étaient chargés particulièrement de la sécurité de la ville de Kigali et de l'Aéroport international de Kanombe n'avaient jamais caché leur sympathie envers le FPR et leur aversion au bloc de la mouvance présidentielle depuis leur arrivée au Rwanda. Non seulement ils s'attaquaient aux personnalités pro Habyarimana, et aux militants du MRND, mais aussi, ils facilitaient aux combattants du FPR de s'infiltrer dans la ville de Kigali. A la reprise de la guerre par celui-ci, les casques bleus belges ont même cédé leurs positions et une partie de leur matériel militaire aux FPR Inkotanyi pour combattre les Forces Armées Rwandaises. La mort des 10 casques bleus belges d'ailleurs imputable au manque de neutralité du contingent belge de la MINUAR et du Gouvernement du Royaume de Belgique dans ce conflit, fut un prétexte pour retirer du Rwanda presque la totalité des troupes de l'ONU au moment où leur mission devait commencer. Le commandant de la MINUAR, le Général Roméo Dallaire a délibérément proposé ce retrait pour laisser un libre champ d'action au FPR auquel il allait fournir des renforts en armement et munitions pour mettre à genou le peuple rwandais qui a fini par comprendre qu'il était victime des rivalités d'intérêt entre certaines puissances occidentales mais sans pouvoir rien y faire.

En plus de son bataillon de 600 hommes déclarés et stationné au siège du parlement (CND), le FPR avait infiltré dans la ville de Kigali, plus de 3 000 Inkotanyi en plusieurs vagues, longtemps avant le 6 avril 1994.

Ces infiltrations des combattants du FPR avaient été facilitées par le commandement de la MINUAR et notamment par le contingent des casques bleus belges qui escortaient régulièrement, sous divers prétextes, les troupes du FPR de Mulindi à Kigali et vice-versa sans permettre aux Forces Armées Rwandaises de contrôler les différents convois qui traversaient leur dispositif de défense.

Le FPR était donc parvenu à s'attirer la sympathie de la Communauté Internationale qui s'était laissée manipuler et abuser par sa propagande. Les Tutsi, étant les maîtres du mensonge, ont même entrepris la campagne de se comparer au peuple juif pour gagner la sympathie de son puissant lobby dans le monde. La Communauté Internationale risque de se laisser tromper encore une fois par ces menteurs invétérés en acceptant cette information totalement erronée.

Les juifs, souvenez-vous, à la deuxième destruction de leur ville Jérusalem en 70 par Titus Flavius Sabinus Vespasianus, ont dû encore fuir leur patrie. A peu près deux mille ans plus tard, ils avaient toujours droit de rentrer dans leur pays en le libérant de ses différents envahisseurs, tandis que les Tutsis n'ont jamais eu un pays propre pour faire un peuple. Il n'y a jamais eu de peuple tutsi, ni au Rwanda, ni au Burundi ou nulle part ailleurs. Il y a eu tout

simplement des tutsis qui ont été naturalisés au fur et à mesure qu'ils arrivaient au Rwanda comme au Burundi.

La comparaison entre juifs et Tutsis étant exclue en tant que peuples, il ne resterait alors qu'à recourir au lien de parenté qui existerait entre eux. Dans cette dernière hypothèse, on ne pourrait donc rien affirmer avant de prouver si les tutsis sont vraiment les descendants de la reine de Saba ou non.

Toutefois, quelle que soit la réponse à cette question, les tutsis sont et resteront des émigrés nilotiques naturalisés soit rwandais, burundais, zaïrois, ougandais ou tanzaniens qui devraient plutôt privilégier une politique de coexistence pacifique avec les peuples qui les ont accueillis et modérer leur comportement à la fois orgueilleux et arrogant enclin à imposer leur suprématie dans la région des grands lacs. Et vous pourrez en juger vous-mêmes avec les informations que vous trouverez dans le chapitre suivant.

Par contre, le peuple hutu envahi depuis le 01 octobre 1990 et chassé de son pays par ces Tutsis avec le soutien de leur cousin hima Yoweri Museveni, a droit au même titre que le peuple juif de rentrer dans son pays. Et le jour viendra ; ce n'est qu'une question de temps qui sera en tout cas inférieur à celui enduré par le peuple juif.

Après ces informations générales, qui sont à mon avis nécessaires pour mieux comprendre la suite de mon exposé, c'est le moment de revenir dans le vif du sujet à traiter. En revoyant la vacance des postes clés des services de sécurité au Rwanda à l'assassinat du Président Habyarimana le 6 avril 1994, on peut se poser les questions suivantes :

Pourquoi la plupart des autorités chargées de la sécurité nationale étaient absents du pays à ce même moment ?

Qui fut l'instigateur du sommet de Dar-Es-Salam le 6 Avril 1994 et quel était l'objectif de ce sommet ?

Si le Président Habyarimana n'était pas mort, le drame rwandais aurait-il eu lieu ?

Qui a tué le Président Habyarimana ?

A qui devait-il profiter le crime ?

Le FPR voulait-il réellement partager sincèrement le pouvoir démocratiquement ?

Pourquoi les pays comme la Tanzanie et l'Ouganda qui, pourtant, avaient été les piliers des Accords d'Arusha ont été les premiers à reconnaître le Gouvernement du FPR qui venait de les violer ?

Qui a tué les 10 paras belges de la MINUAR, et le Premier Ministre Uwilingiyimana Agathe ? Et pourquoi les a-t-il tués ?

C'est donc à autant de questions que j'essaierai de répondre brièvement à travers ce document. Cependant, je préviens le lecteur que, tant que l'enquête sur l'assassinat du Président Habyarimana ne sera pas faite et publiée, certaines questions resteront toujours sans réponses.

Chapitre 2 : Le conflit séculaire entre HUTU et TUTSI

Avant l'arrivée des Tutsis qui se sont installés au Rwanda et au Burundi depuis le 16ème siècle selon la plupart des historiens de la région interlacustre, le Rwanda et le Burundi étaient des royaumes hutus liés dans le cadre d'une fédération où les hutus de la grande famille Bantoue et les Twas ou pygmées du groupe ethnique plus réduit vivaient harmonieusement depuis déjà le 9ème siècle.

Dans un premier temps, ces tutsis nilotiques hamites venus d'Abyssinie, jouissant d'un accueil chaleureux et d'une excellente hospitalité se montrèrent courtois et en reconnaissance donnèrent leur filles en mariage aux hutus en commençant par les plus influents auxquels ils offrirent également plusieurs vaches en guise de cadeaux, après avoir conclu un pacte de sang, qui, selon les croyances du moment, métamorphosait le tutsi en frère hutu et vice-versa. Le hutu naturellement candide crut tout naïvement à ces pactes d'alliance auxquels le tutsi ne croyait pas du tout. Il ne connaîtra la vraie face de son visiteur que trop tard, quand il aura tout perdu. En effet, les tutsis usant de la ruse et la patience doublée d'une perfidie singulière ne tardèrent pas à assujettir les Hutus pourtant toujours majoritaires après avoir chaque fois massacré leurs rois avec tous leurs descendants. L'assassinat de Mashira, le plus grand et dernier roi hutu du NDUGA (le Rwanda central) et l'extermination de toute sa famille par les tutsis illustrent très bien leur perfidie et leur cruauté. En voici le récit historique :

“ Un monarque tutsi d'un royaume voisin vint rendre une visite de courtoisie à son beau-père Mashira à Nyanza. Au cours de la cérémonie d'échange de cadeaux, le monarque tutsi fit signe à son escorte pour attaquer. Il tua lui-même son beau-père Mashira à qui il coupa les organes génitaux qu'il attacha sur son tambour royal KALINGA en signe de la défaite définitive de son rival hutu dont il venait de prendre le trône. Toute la famille de Mashira, ses proches parents, ses amis et son armée furent décimés. Les rescapés de cette hécatombe furent poursuivis partout où ils avaient trouvé refuge jusqu'à ce qu'il n'y eut plus un descendant qui se réclama de Mashira ”.

La plupart des rois hutus périrent avec leurs descendants en des circonstances similaires. Et l'assassinat du Président Habyarimana et l'hécatombe des hutus qui n'en finit pas sont une reproduction fidèle de cette scène au cours de laquelle Mashira fut assassiné avec toute sa famille par les Tutsis. En effet, Habyarimana, comme ses ancêtres hutus, a une fois de plus fait trop confiance au Tutsi qui pourtant venait de se dévoiler en violant à double reprises et unilatéralement l'accord de cessez-le-feu de N'SELE (Zaire) du 29 Mars 1991, amendé à Gbadolite le 16 Septembre et à Arusha le 12 Juillet 1992. Ces amendements avaient chaque fois fait suite aux différentes violations de cet accord par le Tutsi (FPR) sans raison valable.

Les tutsis imposèrent donc aux hutus leur pouvoir aristocratique, dictatorial, cruel et sanguinaire jusqu'à la période coloniale. Et depuis quatre siècles environ le roi tutsi avait droit de vie et de mort sur tous ses sujets. La torture était chose courante : crever les yeux, éviscérer les femmes enceintes, lier les bras au dos jusqu'à ce que la victime éclate, éliminer

systématiquement et périodiquement les leaders hutus dont le monarque tutsi coupait les organes génitaux pour les pendre sur son tambour royal KALINGA, symbole de la victoire éternelle du tutsi et j'en passe.

Le colonisateur d'abord allemand ensuite belge arriva. Tout en réduisant le droit de vie et de mort pour le Mwami, il favorisa toujours le seigneur tutsi qui continua à maltraiter la population hutu, car pour mieux asseoir son pouvoir, il avait opté pour une administration indirecte consistant en un respect du pouvoir traditionnel et de surplus, il prêcha que les tutsis étaient nés pour gouverner et régner sur les hutus tandis que ceux-ci devaient servir les intérêts du tutsi. Ainsi le colonisateur venait de consacrer le complexe de domination et supériorité qui était déjà prononcé chez l'ethnie minoritaire tutsi sur le groupe majoritaire hutu. Et c'est à partir des années 50 que le pouvoir de tutelle belge commença à prendre conscience de ce problème de déséquilibre social entre hutu et tutsi. Il commença timidement les réformes de démocratisation de l'administration coloniale. Au manifeste des Bahutu de 1957 qui réclamaient les mêmes droits et devoirs que ceux dévolus aux tutsis par le pouvoir de tutelle, les tutsis opposèrent un refus catégorique et trouvèrent même cette revendication insensée. La déclaration faite à Nyanza le 17 Mai 1958 par 12 membres Tutsis du Conseil Supérieur du pays en témoigne :

"Les Bahutu ont prétendu que KANYARWANDA est notre père commun, le ralliant de toutes les familles Batutsi, Bahutu et Batwa; or KANYARWANDA est fils de GIHANGA, de KAZI, de MERANO, de RANDA, de KOBO, de GISA, de KIMANUKA, de KIGWA. Ce KIGWA a trouvé les Bahutu dans le Rwanda. Constatez donc s'il vous plaît; de quelle façon, nous Batutsi pouvons être frères des Bahutu au sein de KANYARWANDA, notre grand-père. L'histoire dit que RUGANZU a tué beaucoup de BAHINZA (rois hutus) et a conquis le pays des Bahutu dont ces BAHINZA étaient rois. On en trouve tout le détail dans Inganji Kalinga. Puisque donc nos rois ont conquis le pays des Bahutu en tuant leurs rois et ont ainsi asservi les Bahutu, comment maintenant ceux-ci peuvent-ils prétendre être nos frères?"

Ainsi le tutsi dans son orgueil traditionnel venait de déclarer au pouvoir de tutelle qu'il était contre les réformes démocratiques commencées et le hutu devait en tirer les conclusions puisque aucune relation ne pouvait exister entre les tutsis et les hutus pour que ces derniers puissent prétendre au partage du pouvoir avec eux et que pire encore ils n'avaient rien en commun pour être des frères. Cette célèbre déclaration des Tutsis devait rappeler aux Bahutu qu'ils ne pouvaient plus prétendre au partage du pouvoir mais qu'ils devaient plutôt se contenter de rester des serviteurs des tutsis. Cela devrait être bien compris par ceux qui ne savent pas interpréter les récents assassinats successifs des trois Présidents hutus du Rwanda et du Burundi et d'autres leaders hutus.

Ce rejet systématique du partage du pouvoir entre les hutus et les tutsis fut le détonateur de la révolution sociale de 1959 et le fondement de la guerre déclenchée par le FPR. C'est donc cette arrogance de l'ethnie minoritaire tutsi, non disposée à accepter tout changement

our associer les hutus à la gestion de la chose publique, qui pour la première fois poussa la majorité hutu au soulèvement contre les tenants du pouvoir minoritaire tutsi. Le régime féodonarchiste fut renversé et remplacé par une République. Et il était ainsi mis fin à plusieurs siècles de domination tutsi. Cette perte de monopole du pouvoir ne fut jamais digérée par les tutsis dont les extrémistes préférèrent l'exil plutôt que se soumettre à l'autorité du hutu. Et de 1961 à 1967, les réfugiés tutsis ont tenté de reprendre le pouvoir par la force mais sans succès :

- Le 05 Juillet 1962 soit quelques jours après l'accession du Rwanda à l'Indépendance, ces extrémistes tutsis en provenance de l'Ouganda, attaquèrent Ruhengeri en passant par les volcans.
- Le 11 Juillet 1962, ils attaquèrent le Mutara en passant par NYAGATARE, toujours en provenance de l'Ouganda.
- En Décembre 1963, les milices tutsis déjà connues sous le nom "Inyenzi" attaquèrent, cette fois-ci à partir du Burundi, le BUGESERA.
- En 1964, après un ralliement avec les troupes de MULELE et SOUMIALOT, ils firent une attaque combinée à BUGARAMA dans la préfecture de Cyangugu.
- En 1966, les Inyenzi (milices tutsis) réattaquèrent, encore une fois à partir du Burundi, à Butama en préfecture KIBUNGO en Juin, au BUGESERA en préfecture KIGALI en Octobre, à Nshili en préfecture GIKONGORO en Novembre et à BWEYEYE en préfecture de Cyangugu, en Décembre 1966 et Janvier 1967.

Ici, il convient de noter que les tutsis de l'intérieur étaient chaque fois l'objet de représailles de la part des populations hutus dont les leurs venaient d'être atrocement massacrés par les milices tutsis venues de l'extérieur.

Faisant suite aux attaques répétées de ces milices tutsis qui compromettaient dangereusement la sécurité de leurs consanguins, le Président Grégoire KAYIBANDA avait déjà dû les mettre en garde en 1963 en ces termes :

" Certains d'entre vous [...] par des menées terroristes organisées de l'étranger [...] troublent leurs frères qui vivent en paix dans notre Rwanda démocratique. [...] A supposer que vous veniez à prendre Kigali d'assaut, comment mesurer le chaos dont vous seriez les premières victimes. [...] Vous le dites entre vous ! Ce serait la fin totale et précipitée de la race tutsi. " [Message du Président Kayibanda Grégoire aux Rwandais émigrés ou réfugiés à l'étranger le 11 Mars 1963].

Malgré la pertinence de cet avertissement, les milices tutsis-Inyenzi, souvenez-vous, attaquèrent la même année en Décembre le BUGESERA à partir du Burundi, poussèrent leur offensive jusqu'au pont KANZENZE à 20 km de Kigali la capitale et cette invasion armée coûta la vie à plusieurs centaines de tutsis. Déjà à cette époque-là, le Rwanda fut faussement

accusé de " Génocide " aux Nations Unies de la part de ces impénitents avertis et conscients des massacres qu'ils avaient eux-mêmes provoqués.

- De 1967 à 1990, après avoir constaté qu'ils avaient à chaque fois perdu leurs différentes batailles faute de préparation suffisante, les tutsis ont dès lors pris tout leur temps pour préparer ce qu'ils ont appelé : *Igitero cya rurangiza* (La bataille décisive) pour la reconquête du pouvoir bien entendu.
- En 1972, au Burundi, le plan dit " SIMBANANIYE " fut mis en exécution. Ce plan avait pour objectif de tuer systématiquement tous les leaders et autres intellectuels hutus et de massacrer le reste de la population hutu jusqu'à ce qu'il y ait un équilibre démographique entre les hutus et les tutsis qui représentaient respectivement 85% et 14% de toute la population burundaise. Cette opération coûta la vie à plus de 300.000 hutus et occasionna autant de réfugiés dont la plupart trouvèrent asile au Rwanda.
- Le Rwanda et le Burundi étant comme deux vases communicants, ces massacres des hutus par les tutsis du Burundi provoquèrent des émeutes et des représailles qui, une fois de plus, coûtèrent la vie à plusieurs dizaines de tutsis au Rwanda.
- En 1988, la confrontation des hutus et tutsis de NTEGA et MARANGARA appela l'armée monoethnique tutsi à voler au secours de ses frères et procéda, comme en 1972, au massacre systématique des hutus dont les rescapés se déversèrent encore une fois au Rwanda
- En Août 1988, la diaspora tutsi rwandaise s'est réunie dans la ville de Sacramento aux USA en congrès qui décida de tout mettre en oeuvre pour le retour des réfugiés par la force et le renversement du régime Habyarimana.
- De 1988 à 1990, les tutsis ont mis la dernière main sur les préparatifs de la guerre. Les " Inyenzi " branche armée du parti UNAR d'hier furent entre-temps baptisés " FPR-INKOTANYI ".

- Le 01 Octobre 1990, le FPR a attaqué. Il a massacré 4 ans durant les populations hutus des préfectures de Byumba, Ruhengeri et Kibungo. Il a assassiné plusieurs leaders hutus dont Emmanuel Gapyisi, Président du parti politique MDR en préfecture de Gikongoro, Félicien Gatabazi, Ministre et Secrétaire exécutif du PSD et Martin Bucyana Président du parti CDR. Et " *pour en finir* ", ici j'emprunte les termes de Yoweri Museveni, le FPR a assassiné le 06 Avril 1994 les Présidents hutus Habyarimana Juvénal du Rwanda et Ntaryamira Cyprien du Burundi et cela à six mois d'intervalle de l'assassinat du Président Ndadaye Melchior, un autre hutu du Burundi assassiné par l'armée mono-ethnique tutsi de ce pays, le 23 Octobre 1993.

Il faut dès lors considérer l'assassinat des Présidents Habyarimana du Rwanda et Ntaryamira du Burundi comme l'ultime provocation qui exposa tous ceux que la logique de la

guerre entretenue pendant 4 ans avait rangé du côté FPR, à savoir les tutsis et les collaborateurs hutus du FPR et vice-versa.

Ainsi commençait le drame rwandais qui n'en finit pas encore car la pomme de discorde est toujours intacte : " La minorité tutsi veut s'approprier le monopole du pouvoir à tout prix et la majorité hutu n'est pas d'accord."

L'on peut dès lors se poser la question de savoir pourquoi le tutsi ne veut pas partager le pouvoir avec le hutu d'une manière équitable et démocratique ?

Cette situation pourrait trouver une partie de la réponse dans le fait que ce conflit est lié à la nature des deux protagonistes dont les caractères diffèrent sans pouvoir se compléter. En effet, le tutsi à la fois orgueilleux, arrogant, rusé et perfide reste convaincu que le bon tutsi est un tutsi au pouvoir et que le bon hutu est le hutu dit modéré au service inconditionnel des intérêts du tutsi. A l'opposé se trouve le hutu à la fois modeste, candide, loyal, indépendant et impulsif qui depuis la révolution sociale de 1959 ne veut plus entendre parler de la domination tutsi.

Cependant cette situation devrait quand même cesser car après tant de vies humaines immolées pour une cause si injuste, les tutsis et les hutus devraient revenir à la raison et se référer à l'exemple de la communauté Sud-Africaine. Et ils devraient désormais se convaincre que seul le système démocratique basé sur la règle de la majorité avec un maximum de garanties pour les minorités avec un partage réel du pouvoir peut résoudre équitablement et d'une manière durable leur conflit devenu séculaire. Cette solution a d'ailleurs été mieux explicitée par Monsieur Herman Cohen dans sa déclaration du 5 Avril 1995, devant les Sous-comités du Sénat Américain et de la Chambre des Représentants chargés des Affaires Africaines.

Chapitre 3 : L'assassinat du Président Habyarimana ou l'ultime opération du Tutsi pour sa reconquête du pouvoir par la force au Rwanda

La diaspora tutsi, souvenez-vous, au cours d'un congrès tenu en Août 1988 aux USA dans la ville de Sacramento, avait décidé de rentrer par les armes et de renverser le régime Habyarimana. Cette décision importante faisait suite à une évaluation réconfortante de sa force militaire au sein de l'armée Ougandaise (NRA). En effet, des réfugiés tutsis rwandais, nombreux dans la NRA venaient de porter au pouvoir en 1986 leur cousin Yoweri Museveni d'ethnie Hima apparentée à l'ethnie tutsi et d'origine rwandaise selon certaines sources. Le Général Rwigema Fred était déjà Vice-Ministre de la défense dans le gouvernement Ougandais tandis que Paul Kagame était depuis longtemps chef des services secrets dans l'armée Ougandaise (NRA). Et c'est précisément ces deux officiers Ougandais qui seront à la tête du FPR-Inkotanyi pour envahir le Rwanda le 01 Octobre 1990 à partir de l'Ouganda.

Après le dit congrès, les préparatifs de la guerre s'accélérent sur tous les plans et une fois terminés, les extrémistes tutsis du FPR invoquèrent comme prétexte à la guerre le problème du retour des réfugiés rwandais qui pourtant venait de trouver une solution pacifique puisque les discussions patronnées par le HCR, réunissant notamment les gouvernements Ougandais et Rwandais avaient permis d'aboutir à un accord, fin Juillet-début Août 1990 à Kampala, définissant le protocole du retour volontaire et inconditionnel de tout réfugié. Les archives du HCR à Genève sont là pour en témoigner. Dès lors le prétexte du retour des réfugiés par la force ne se justifiait plus.

Le prétexte de démocratisation du pays sera également supprimé par la promulgation de la constitution du 10 Juin 1991 qui consacra le pluralisme politique. Ils invoquèrent enfin le prétexte de redressement économique. Hormis que le Rwanda était l'un des rares pays de la région qui était cité en exemple pour sa bonne gestion de la chose publique, il était tout à fait sensé de recourir à la guerre pour redresser l'économie du pays en quoi que ce soit.

Malgré l'absence de toute justification, cette guerre devait avoir lieu parce qu'elle avait un objectif bien précis : "Renverser le régime Habyarimana et reconquérir le pouvoir sans partage perdu suite à la révolution des masses populaires de 1959."

Les extrémistes tutsis avaient déjà manifesté bien avant le déclenchement de la guerre du 01 Octobre 1990, leur volonté de la revanche comme en témoigne cet extrait de la revue extrémiste tutsi *Impuruza* N° 16 : Il faut enlever les saletés (c.à.d. les Hutus) du pays, pour le purifier. "Igihe kirageze cyo kuberera abapfuye (bazira revolisiyo n'inkulikizi zayo) no gusenda imisaka no kurwuhagira." : Il est temps de célébrer le rite de clôture du deuil pour tous ceux-là (qui sont morts pendant la révolution et les victimes des institutions qu'elle a engendrées), de déménager de ces lieux funestes et de le purifier (le Rwanda).

Les violations successives et unilatérales des différents protocoles d'Accord par le FPR Inkotanyi sont venues également confirmer que le vrai mobile de cette guerre n'avait pas été évoqué au cours des différentes négociations. Le FPR était conscient que le monopole du pouvoir en sa faveur n'était pas négociable. Il ne lui restait alors qu'une solution : reconquérir ce pouvoir par la force. Et ce pouvoir était incarné par Habyarimana.

L'assassinat de Habyarimana devait donc être l'ultime opération du FPR Inkotanyi pour la reconquête de ce pouvoir mais ses stratèges ont fait soit une erreur grave d'appréciation des conséquences d'une telle décision ou alors ils ont dû fermer les yeux devant le prix à payer qui était pourtant manifestement trop élevé par rapport au bénéfice escompté. Et dans cette dernière hypothèse, comme toujours poussés par leur orgueil et leur soif démesurée du pouvoir, les extrémistes tutsis, pour faire aboutir leur projet ont décidé froidement d'exposer leurs frères aux représailles pour justifier la reprise de la guerre et les massacres des hutus auxquels ils devaient procéder.

Conscients malgré tout des répercussions désastreuses de cet attentat sur leur rapport avec la majorité hutu et même avec leurs consanguins ainsi exposés, les stratèges du FPR, pour en minimiser la portée, ont dû utiliser tous les moyens possibles pour mettre en place une efficace stratégie médiatique afin de faire porter le chapeau de leur plan machiavélique au camp gouvernemental et à ses "extrémistes". Beaucoup de témoignages malheureusement à posteriori sont venus dévoiler le montage de ce plan et la stratégie de sa mise en application.

A titre indicatif, je vous livre la réponse intégrale de Marie Roger Biloa sur la question de savoir pourquoi Habyarimana Juvénal a été tué : *"Le Front Patriotique Rwandais, guérilla armée de la minorité tutsi, mène une campagne vertigineuse pour accabler diversement l'armée rwandaise, la garde présidentielle et même la famille du défunt, mais jamais les militaires belges, seuls en charge de la sécurité de l'aéroport au moment des faits; il n'en reste pas moins le principal bénéficiaire du crime qui, selon un faisceau convergent d'indices, est de son fait, avec des complicités belges et Ougandaises. Pourquoi ? Parce que l'application des Accords d'Arusha, qui favorisaient particulièrement les rebelles, était sérieusement ralentie, depuis l'assassinat au Burundi, en Octobre dernier, du premier Président démocratiquement élu, le très modéré Melchior Ndadaye qui avait eu le malheur d'être Hutu. Au Rwanda voisin, ceux de cette ethnie, qui, hostiles à Habyarimana, avaient cru à la solidité d'une alliance avec le FPR commençaient sérieusement à en douter. Les radicaux du FPR désormais installés à Kigali, redoutaient que Habyarimana, qui traînait les pieds fisse désormais machine arrière. Pourquoi les Belges ? Brouillés avec le Président rwandais au sujet des accords d'Arusha, ils misaient sur le FPR en liaison avec Bujumbura, comme pion dans leur stratégie anti-Mobutu, l'allié le plus constant d'Habyarimana dans la région."*

Elle poursuit en affirmant que l'on pouvait prévoir l'ampleur des massacres et des représailles consécutifs à l'assassinat de Habyarimana en ces termes :

"Vu les antécédents, sans aucun doute. Mais le FPR s'était bercé dans la croyance que l'enlèvement politique et la mauvaise posture d'Habyarimana allaient empêcher tout mouvement populaire d'envergure. C'est tout juste si les stratèges de la guérilla n'imaginaient pas des mouvements de liesse dans les rues de Kigali à l'annonce de sa mort."

[...] Une erreur historique. Se sentant militairement mieux armés (par l'Ouganda) que les troupes gouvernementales, relativement démobilisées et sous-équipées, après avoir habilement poussé dehors les coopérateurs militaires français, accusés d'ingérence, ils ont sous-estimé le degré de diabolisation de leur propre image d'anciens suzerains, regroupés au sein d'un parti tribal et revenant asservir les masses." [Africa International Juin 1994 N° 273 page 5]

L'assassinat du Président Habyarimana a été un ordre d'assaut final du FPR pour la reconquête du pouvoir sans partage et plus rien ne pouvait arrêter la reprise de la guerre. En effet, le Commandement des forces armées rwandaises a tout tenté pour minimiser les retombées de cet assassinat et pour refuser tout prétexte au FPR de reprendre la guerre mais sans succès. Déjà dans la nuit du 06 au 07 Avril, le Général major Ndindiliyimana Augustin chef EM Gdn et moi-même, en présence du Général Roméo Dallaire, avons dirigé une réunion regroupant les officiers supérieurs du Cabinet MINADEF et des deux Etats-Majors AR et Gdn vue de prévenir d'éventuels débordements, rassurer la population et préserver la paix dans le pays et avons décidé ce qui suit :

- faire des patrouilles conjointes de la MINUAR et la Gendarmerie nationale;
- renforcer la défense des points vitaux dans la ville de Kigali et ses abords;
- consigner toutes les unités des FAR dans leurs camps respectifs;
- désigner le chef EM AR ad intérim en la personne du Colonel Gatsinzi Marcel;
- associer le Commandant de la MINUAR à toutes les réunions en rapport avec les opérations militaires;
- convoquer pour le 07 Avril à 10h00 à l'ESM les commandants des unités pour les associer à l'étude de la conduite à adopter face à cette situation très préoccupante;
- adresser un message à la population pour l'informer de la mort du Président Habyarimana et de la conduite à suivre.

Le Général Roméo Dallaire Commandant de la MINUAR avait également promis à la même occasion de surveiller le Bataillon du FPR-Inkotanyi basé au siège du Parlement (CND) dans la ville de Kigali.

Nous avons enfin décidé d'aller voir cette nuit même le représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU, S.E. Mr Jacques Roger Booh Booh en compagnie du Général Dallaire pour lui demander que faire face au vide constitutionnel créé par le décès inopiné du Chef de l'Etat alors que le Gouvernement rwandais était devenu incapable de se réunir depuis Janvier 1994 et que la disparition du Président Habyarimana n'avait pas été prévue avant la mise en place des institutions de transition à base élargie par les accords d'Arusha; la conséquence logique étant que les modalités de son remplacement dans ce cas d'espèce n'avaient pas également été prévues.

S.E. Mr Booh Booh a recommandé ce qui suit :

- il faut en tout cas rechercher la solution à travers les Accords d'Arusha;
- le corps diplomatique accrédité à Kigali dont certains Ambassadeurs avaient assisté aux négociations de ces accords à titre d'observateurs devraient être associés au dénouement de ce problème de succession du Président Habyarimana. Cependant la rencontre du corps diplomatique avec la délégation des FAR qui était prévue chez l'Ambassadeur des USA le 07 Avril à 09h00 n'a jamais eu lieu pour des raisons restées inavouées. La délégation des FAR composée par le Général Major Ndindiliyimana Augustin, le Lt Colonel Rwabalinda Ephrem et moi-même s'est présentée à l'heure chez l'Ambassadeur des USA et le corps diplomatique a manqué au rendez-vous.

La réunion des Commandants d'unités commencée le 07 Avril vers 10h30 et clôturée vers 12h00 toujours en présence du Général Dallaire décida de soutenir l'application des Accords d'Arusha à tout prix, mit en place un comité de crise dont le Général Major Ndindiliyimana Augustin fut nommé président avec mission de coordonner les activités militaires et d'aider les responsables des partis politiques à combler rapidement le vide constitutionnel occasionné par l'assassinat du Président Habyarimana. Il a été enfin demandé aux commandants des unités de rejoindre immédiatement leurs hommes pour les encadrer et assurer l'ordre et la discipline en vue d'endiguer le débordement suite à l'angoisse déjà manifeste chez la plupart des militaires. Entre-temps le FPR a attaqué la Garde Présidentielle par son bataillon basé au CND. Il était vers 15h00. Au même moment, le Général Dallaire m'annonça cette attaque qui fut lancée en même temps qu'une offensive généralisée du FPR sur tous les fronts. Ainsi, la guerre venait de reprendre. Il est incontestable que cette guerre avait été préparée longtemps avant car si l'assassinat de Habyarimana le 06 Avril à 20h30 avait été la cause de la décision du FPR de reprendre la guerre à laquelle il avait réellement mis fin en signant l'Accord de Paix d'Arusha le 04 Août 1993, il lui aurait été impossible de décider de refaire cette guerre, d'en faire les plans et les préparatifs y afférents, de préparer et donner les ordres d'opérations et de s'en assurer enfin l'exécution parfaite le 07 Avril à 15h00 soit en moins de 24 heures. Il est donc évident que le FPR avait déjà prévu de violer les dits accords le moment venu toujours pour consacrer la décision de la diaspora tutsi d'Août 1988 à Sacramento; décision qui consistait à rentrer par les armes et renverser le régime Habyarimana en vue de reconquérir le pouvoir sans partage au Rwanda.

Le FPR a délibérément tué Habyarimana avec des complicités notamment belges et Ougandaises :

Le 06 Avril 1994, devant le 7ème congrès panafricain organisé à Kampala, Monsieur Patrick Mazimpaka, après avoir démontré comment Habyarimana était un obstacle à l'application des accords d'Arusha, conclut son exposé en ces termes : " *Une telle situation ne devrait pas s'éterniser, il nous faut trouver une solution immédiate .* "

Le 07 Avril, toujours devant le même congrès panafricain, Yoweri Museveni Kaguta évoqua la disparition des deux présidents sur un ton particulièrement détaché en ces termes : " *c'est dramatique mais j'ai toujours dit que les africains doivent eux-mêmes régler leur conflit sinon d'autres s'en mêlent.* " Et le 10 Avril, Museveni, après avoir longuement expliqué le bien fondé de la revendication des exilés tutsis et blâmé Habyarimana de n'avoir rien fait pour satisfaire à cette revendication malgré ses multiples recommandations, il conclut en ces termes : " *You know, it was time to solve the matter .* " Il était temps d'en finir. [Africa International Mai 1994 N° 272 pages 6 et 7]

Quelques jours avant son assassinat, les responsables du FPR venus de plusieurs pays étrangers s'étaient réunis à Bobo-Dioulasso au Burkina-Faso et avaient déclaré que la toute première tâche était l'élimination du Président Habyarimana à tout prix.

Le 03 Avril 1994, alors qu'il se trouvait dans sa résidence de campagne au Nord du Rwanda, le Président Habyarimana a reçu le message du Général Paul Kagame qui le menaçait de mort. [ICPCRIA dans son document " *La catastrophe rwandaise* " page 13]

Le gouvernement belge semble avoir été bien au courant du complot contre Habyarimana. Le Ministre belge de la défense, Léo Delcroix a rencontré le Président Habyarimana le 12 Mars 1994 à Kigali et lui a dit clairement : " *Prenez une initiative et prenez-la très vite .* " Cette semonce faisait suite à la déclaration faite aux journalistes, autour du 3 Mars à Kigali, par le Ministre belge des Affaires Etrangères Willy Claes en ces termes :

" *Je lui (Président Habyarimana) ai donné jusqu'au 05 Avril pour mettre en place les institutions de transition à base élargie.* " Passé ce délai de préavis, le Président Habyarimana fut assassiné le lendemain. Il avait même dit en d'autres circonstances qu'il était " *minuit moins cinq à Kigali.* "

Le Général Roméo Dallaire Commandant de la MINUAR a même annoncé la mort du Président Habyarimana et j'en suis moi-même témoin. Le 04 Avril 1994 dans la soirée à l'Hôtel Méridien de Kigali en présence du Colonel belge Marshall, du Conseiller politique du représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU, Mr Khan et de mon épouse et cela au cours d'une réception offerte par les militaires sénégalais de la MINUAR à l'occasion de la fête

anniversaire de l'Indépendance de leur pays, le Général Dallaire m'a posé la question de savoir " *qui était le dauphin de Habyarimana.* "

L'Administration Américaine ne fut pas étrangère au complot d'assassinat du Président Habyarimana selon la lettre du Sud n°22 du 18 avril 1994 citée par Africa International numéro 272 Mai 1994 : « D'après des sources sûres, des officiels du Département d'Etat et du Pentagone ont comploté avec (...) Museveni, [Président] de l'Ouganda et les dirigeants du FPR pour faire aboutir l'assassinat. Prudence Bushnell, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique ; Arlene Render, directeur du bureau de l'Afrique Centrale au Département d'Etat, ainsi que le sous-secrétaire à la Défense des droits de l'homme et aux Réfugiés [au Pentagone], Patricia Irving, ont visité le Zaïre, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda en mars 1994.

Pendant leur séjour en Ouganda, les officiels américains ont suggéré à Museveni de convaincre le Président Mwinyi de Tanzanie d'organiser une rencontre des Chefs d'Etats de la région. Cette réunion devait amener les « dictateurs visés » à se rendre à Dar-Es-Salaam et à tomber dans le piège [...]. L'aéroport de Kigali était sous la garde des troupes belges sous-commandement onusien. La sécurité de l'aéroport et du voisinage était donc sous leur responsabilité. Un contingent du FPR campait sur une colline voisine de l'aéroport. [...] ».

En tout cas, le Gouvernement américain a tout au moins pressenti le drame rwandais puisque l'Attaché militaire américain accrédité auprès du Rwanda et du Burundi et résidant au Cameroun, le Colonel Vuckovic, qui a organisé l'évacuation des ressortissants américains dès le 8 avril 1994, est arrivé à Kigali le 6 avril dans l'après-midi quelques heures avant l'assassinat des Présidents Habyarimana Juvénal du Rwanda et Ntaryamira Cyprien du Burundi. [Lettre d'information de l'UDC Juin 1994 Vol 4 n°3].

En conclusion, les Gouvernements du FPR et du Royaume de Belgique avec leurs alliés dans le conflit rwandais devraient donc accepter d'assumer pleinement leur responsabilité de l'assassinat du Président Habyarimana car s'ils n'avaient pas été complices, l'on pourrait alors se demander pourquoi ils se refusent toujours de réclamer une enquête internationale conjointement ou séparément pour établir la vérité sur cet assassinat qui reste en tout cas la cause première du drame rwandais au lieu de se coaliser contre moi et contre tous ceux qu'ils qualifient à tort d'extrémistes hutus auxquels ils veulent perfidement imputer cet attentat.

Chapitre 4 : La mort des dix casques bleus belges de la MINUAR et du Premier Ministre Uwilingiyimana Agathe

L'assassinat du Président Habyarimana allait provoquer un drame sans précédent dont le contingent des casques bleus belges a eu lui-même à pâtir puisqu'il a perdu, dans la tourmente, dix éléments de son corps. Le Gouvernement belge sait pertinemment que ses dix paras ont été tués en représailles par les militaires rwandais au camp Kigali le 7 Avril 1994 mais suite à ses explications embarrassées devant son peuple sur la mort de ses enfants, il cherche toujours un bouc émissaire en ma personne pour m'imputer à tort ce meurtre. C'est pourquoi je trouve également nécessaire de porter à la connaissance de la Communauté Internationale et tout particulièrement du peuple belge les faits qui auraient compromis les casques bleus belges de la MINUAR pour qu'ils soient aussi pris en considération en vue d'établir les responsabilités du Gouvernement belge, du Commandement de la MINUAR et des militaires rwandais impliqués dans l'affaire du meurtre des dix casques bleus belges. Et que justice soit rendue.

D'une part, les dix casques bleus belges auraient été victimes de la diplomatie de leur gouvernement qui avait déjà bien montré son penchant longtemps avant le déclenchement de la guerre et n'avait aucune fois caché sa sympathie envers le FPR et son aversion envers le régime Habyarimana. En effet :

Le Gouvernement belge avait reconnu officiellement le Front Patriotique Rwandais (FPR) à qui il avait même accordé le siège à Bruxelles et des autorisations régulières pour organiser sur son territoire des réunions, des conférences-débats et des manifestations hostiles au régime en place à Kigali.

Au déclenchement de la guerre du 01 Octobre par le FPR, il s'est opposé à la livraison des armes et munitions que le Gouvernement rwandais avait pourtant commandées et payées longtemps avant cette date.

Le Gouvernement belge a envoyé à Kigali ses militaires (un bataillon para) au début du mois d'Octobre 1990 et il les a retirés aussitôt quand la ville de Kigali était menacée par l'occupation imminente par les troupes du FPR.

La déclaration de Monsieur Willy Claes, Ministre belge des Affaires Etrangères autour du 03 Mars 1994 à Kigali a consacré la position de son gouvernement envers le Président Habyarimana en ces termes :

" Je lui (Président Habyarimana) ai donné jusqu'au 05 Avril pour mettre en place les institutions de Transition à base élargie." Ce préavis dépassé, Habyarimana fut assassiné le lendemain.

Le Ministre belge de la défense Léo Delcroix a menacé ouvertement le Président Habyarimana le 12 Mars 1994 à Kigali en ces termes : " *Prenez une initiative et prenez-là très vite.* "

D'autre part, les 10 paras belges auraient été victimes du comportement de certains de leurs compatriotes de la MINUAR qui ont manqué de neutralité en manifestant publiquement leur sympathie envers le FPR et ses alliés sans pouvoir cacher leur aversion envers les proches du régime Habyarimana. En effet :

Ils ont attaqué à plusieurs reprises des habitations de particuliers et de personnalités politiques en désaccord avec le FPR sur ses objectifs et méthodes. Le cas de l'attaque du domicile de Mr Barayagwiza Jean Bosco, leader du Parti de la Coalition pour la défense de la république (C.D.R.) fut le plus éloquent.

Ils se sont finalement attaqués aussi aux militants du MRND qui se distinguaient par le port de la médaille avec l'effigie du Président Habyarimana. Ils leur arrachaient ces médailles qu'ils piétinaient sous leurs yeux avec mépris. Dès lors certains auraient pensé que tous les casques bleus belges étaient acquis à la cause du FPR au point qu'ils ne pouvaient même plus tolérer l'adversaire politique de leur commanditaire.

C'est dans ce cadre qu'à l'assassinat de Habyarimana, les casques bleus belges furent les premiers suspects non seulement pour des raisons susmentionnées mais aussi et surtout pour d'autres liées aux circonstances de cet événement. En effet, le contingent belge était chargé de la sécurité de l'aéroport International de Kanombe. Aucune action militaire requérant une préparation minutieuse ne pouvait donc s'y faire à son insu. Or, l'avion présidentiel a été abattu sous les yeux des casques bleus belges qui défendaient exclusivement cet aéroport. C'est donc pourquoi cette triste nouvelle entourée de cette circonstance aggravante a vite embrasé de colère délirante la population pro Habyarimana dans tout le pays. Et à partir des enquêtes menées ultérieurement, on peut affirmer que les 10 casques bleus belges comme leur protégée, Madame Uwilingiyimana Agathe furent tués en représailles par les militaires rwandais en tant que collaborateurs ou complices du FPR dans l'assassinat du Président Habyarimana. Il convient de rappeler aussi que Madame Uwilingiyimana Agathe déjà désavouée et qualifiée d'agent du FPR par les membres de son parti MDR de la branche Power, avait tenu chez elle le 04 Avril 1994, l'avant veille dudit assassinat, une réunion des militaires originaires de sa région natale pour leur demander de faire un coup d'état contre le Président Habyarimana et que ceux-ci avaient refusé d'adhérer à son projet. Faut-il encore noter que cette tentative de coup d'état dont le Général Ndindiliyimana a du être informé en temps utile fut immédiatement divulguée et même radiodiffusée.

Dès lors le Commandement de la MINUAR et le Chef d'état-major de la Gendarmerie nationale auraient dû savoir qu'à l'assassinat de Habyarimana, Madame Uwilingiyimana Agathe devenait particulièrement désignée comme complice des auteurs de cet attentat.

L'enquête sommaire en annexe, bien qu'elle présente des lacunes au niveau de l'identification des meurtriers, révèle néanmoins les circonstances dans lesquelles les 10 paras belges sont morts.

Le Général Roméo Dallaire et le Colonel belge Marshall ont su à temps que leurs hommes étaient en danger et n'ont rien tenté pour les sauver. Du même coup, ils ont condamné à mort leur protégée Madame Uwilingiyimana Agathe car ils savaient qu'ils étaient les seuls à avoir le mandat et les moyens d'assurer la sécurité dans la ville de Kigali.

Conclusion.

Les descendants des féodo-monarchistes regroupés au sein du FPR ont conçu, préparé et mis en exécution le plan d'une guerre de revanche consistant à renverser le régime républicain en place au Rwanda en vue de venger leurs pères chassés du pouvoir par la révolution sociale de 1959. Ils ont causé la mort de 2.000.000 de rwandais et déplacé de leurs biens environ 4.000.000 de hutus dont plus de 2.000.000 en exil croupissent dans la misère dans les camps de réfugiés au Zaïre, Burundi, Tanzanie et ailleurs. Toujours assisté par l'Ouganda et certains pays occidentaux, le FPR continue à persécuter et tuer sans aucune forme de procès les hutus qui n'ont pas pu fuir.

Cependant, cette situation ne peut plus perdurer car les personnes sacrifiées dans cette guerre injuste et inhumaine ont de loin dépassé les limites de tout entendement. La communauté internationale qui ne peut plus prendre aucun prétexte d'ignorer la nature du conflit rwandais devrait désormais prendre ses responsabilités pour amener les deux parties en conflit c.à.d. les Hutus et les Tutsis à négocier leur charte de coexistence pacifique. Les accords d'Arusha devraient alors être revus pour y intégrer la solution au problème de partage du pouvoir entre hutu et tutsi qui, paradoxalement n'avait pas été abordé au cours des négociations des dits accords.

Mais comme le retour des réfugiés devrait intervenir le plus rapidement possible, la Communauté internationale devrait demander aux deux parties de négocier d'abord les conditions de retour de ces réfugiés dans la sécurité et la dignité. Et certaines de ces conditions pourraient être les suivantes :

- Confier la sécurité intérieure et extérieure du pays à l'ONU pour une période de 2 à 3 ans;
- Mettre en place un gouvernement et une assemblée nationale transitoires négociés par les deux parties (Hutu et Tutsi);
- Cantonner les troupes des deux parties dans des zones libres loin de la population et des centres urbains, les désarmer et former une vraie Armée Nationale avec l'assistance de l'ONU;
- Libérer et restituer aux réfugiés leurs biens occupés par les conquérants et autres protégés du pouvoir;
- Organiser le retour des réfugiés dans leur pays et dans leurs biens sans devoir passer par des camps de transit au Rwanda;
- Considérer comme nulle et non avenue la liste des coupables dressée par le FPR qui ne peut à la fois être juge et partie;